

Français-es, étranger-es, immigré-es

Toutes et tous Solidaires

Union
syndicale

Bulletin de la commission Immigration de Solidaires- N° 4



Manifestation nationale pour les droits des migrants-es !

Les multiples prises de position syndicales, associatives, politiques, les luttes des sans papiers de Lille aux mobilisations contre les expulsions, sont l'expression du rejet de la politique du gouvernement Hollande qui s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy.

La circulaire Valls du 28 novembre 2012 ne résout rien et méprise les revendications des sans papiers. Dans les permanences des associations et des syndicats, de plus en plus de sans papiers commencent à voir que les critères, toujours aussi restrictifs, ne leur permettront pas d'être régularisés. Même la promesse du candidat Hollande d'une loi accordant le droit de vote aux étrangers-ères aux élections locales est reportée aux calendes grecques, sans aucune certitude qu'elle aboutisse.

Au niveau international, la journée internationale des migrants-es le 18 décembre dernier a permis de mettre en lumière les discriminations et les conséquences mortelles subies par les migrants-es du fait des politiques anti immigrés-es de part le monde.

Il y a nécessité de recréer un rapport de forces en travaillant, en France, à la convergence des luttes notamment en offrant la perspective d'une grande manifestation.

Tous et toutes ensemble pour la reconnaissance des droits sociaux et civiques des étrangers !

Rapport Tuot : un rapport qui fâche le PS?

Commandé par Matignon, ce rapport d'un conseiller d'Etat fustige la politique « d'intégration », dresse un constat de faillite de ce système qui ne fonctionne plus, et propose « une politique de mise en capacité pour créer une société inclusive ».

La droite dure hurle à la perte de l'identité des français « de souche » lorsque Tuot rappelle que nous sommes tous descendants d'une seule race : la race humaine.

Tuot lance en 10 points les bases possibles d'une nouvelle politique : dire la vérité sur les flux migratoires ; renforcer le rôle intégrateur de l'école, de l'éducation, de la culture ; rénover les foyers de travailleurs immigrés pour leur redonner la dignité ; associer les habitants à la rénovation urbaine ; intégrer les habitants dans les commissions d'attribution de logements sociaux ; redonner la place aux associations ; aux acteurs territoriaux.

Le gouvernement PS a aussitôt jeté le rapport aux orties, jouant incessamment le seul refrain connu pour le moment en matière d'immigration depuis l'élection de François Hollande : la répression et la politique du chiffre de reconduites à la frontières, à la manière sarkozyste du Ministre de l'intérieur.

Non seulement le rapport a été enterré, mais une circulaire Valls a vu le jour le 11 mars 2013 « contre l'immigration irrégulière » et vient accabler encore plus les immigrés, travailleurs, étudiants, demandeurs d'asile déboutés... exigeant les expulsions des personnes en situation irrégulière.

Pour l'autre monde possible tracé par Monsieur Tuot, il va falloir attendre un peu ou se battre beaucoup plus fort, et ensemble !

Commission Immigration de
Solidaires

144 boulevard de la Villette
75019 Paris

Téléphone :
01 58 39 30 20

Télécopie :
01 43 67 62 14

"Pas de titre de séjour, pas de passeport... et vice versa "



Le tract d'appel complet et les signataires se trouvent sur le site de Solidaires

Exclure par le recensement : épuration administrative menée par l'ambassade de Mauritanie à Paris

L'état mauritanien mène actuellement le recensement des mauritanien-ne-s vivant à l'étranger sur trois lieux uniquement, à Djeddah, Abidjan et Paris.

L'ambassade de Mauritanie à Paris exige de ses ressortissant-e-s la présentation d'un titre de séjour afin d'être recensé-e, et en même temps, elle refuse de délivrer le nouveau passeport biométrique à toute personne non recensée ! Sont dès lors exclu-e-s toute personne en situation irrégulière, mais aussi ceux et celles en cours de régularisation ou même en cours de renouvellement du titre de séjour. Pas de titre de séjour, pas de passeport... et vice versa !

De plus, alors que l'enregistrement des informations et la remise des documents de ce recensement se font à Paris, toute correction d'information

erronées (Et elles sont nombreuses) ne peut être faite qu'à Nouakchott ! Cette absurdité administrative paraît bien organisée et tout s'apparente à un détournement de procédure massif visant à exclure de la nationalité mauritanienne de nombreux-ses hommes et femmes considéré-e-s par l'état mauritanien comme étant des indésirables.

Avec le Mrap, le Copaf et les associations et syndicats mauritaniens en France, Solidaires appelle à soutenir les ressortissant-e-s mauritanien-ne-s d'Europe et à dénoncer les pratiques des autorités responsables de ce recensement.

Manifestation le samedi 29 juin à 14 heures de la place du Trocadéro à l'ambassade de Mauritanie.

Plus de 800 salariés "étrangers" de la SNCF réclament justice !

Mi-décembre 2012 devant le conseil des prud'hommes de Paris a débuté une longue série de procès. En effet ce sont plus de 800 cheminots qui demandent justice à la SNCF.

Travailleurs de nationalité étrangère, embauchés par milliers par la SNCF dans les années 70 dans les anciennes colonies françaises et principalement au Maroc, ils n'ont pas eu les mêmes droits que leurs collègues embauchés au Statut. Ils exercent des métiers pénibles, souvent à assembler des wagons dans les gares de triage, ont été victimes de discrimination en matière de protection sociale, de retraite, de déroulement de carrière et de facilités de circulation.

Depuis sa création, SUD-Rail a mené des luttes auprès de ces travailleurs maintenant âgés afin qu'ils soient rétablis dans leurs droits. SUD-Rail revendique depuis toujours, l'abolition de cette « clause de nationalité » responsable de ces discriminations.

Aujourd'hui, encore près de 10000 cheminots dans l'EPIC ont ce statut de contractuels.

A l'heure où s'ouvrent les négociations sur la réforme du système ferroviaire, la revendication de SUD-Rail : « un seul statut pour tous les travailleurs du rail » est plus que jamais d'actualité.

Roms Stop aux expulsions sans relogement ! Stop aux discriminations !

Les expulsions et destructions de bidonvilles se succèdent dans toute la France. Être à la rue serait-il plus sûr et plus digne que de vivre dans un bidonville ? La politique du mépris, du racisme, de l'exclusion brutale et de la négation des droits les plus

élémentaires doit cesser.

Pour faire cesser l'intolérance et le mépris, pour promouvoir des solutions basées sur le respect du droit et de la dignité humaine tous ensemble **dimanche 7 juillet, 15h, Fontaine St-Michel. Paris**